

Congrès AFSP 2013

Section Thématique 42 La « dépolitisation » : registres, processus et interprétations

MORVAN Alexia, Université Paris 8, EXPERICE alexia.morvan@wanadoo.fr

« Le travail des frontières entre politique et non politique dans le champ de l'Education populaire »

Cet article présente mon enquête sur l'activité de labellisation¹ politique entre acteurs du champ de l'Education populaire dans le cadre d'une recherche-action sur l'éducation au politique menée par une vingtaine de personnes en Bretagne de 2003 à 2006. La notion d'Education populaire désigne ici l'ensemble du champ institutionnalisé de ses acteurs. Ce sont toutes les initiatives éducatives des jeunes et des adultes qui se déroulent en dehors de l'école, au départ dans un souci de démocratisation, puis progressivement animées par une intention plus ou moins forte de rénovation des pédagogies scolaires dominantes, et qui sont agréées d'Education populaire par le Ministère de la Jeunesse, des Sports, de l'Education populaire et de la Vie associative.

Les travaux de Lagroye², d'Arnaud et Guionnet (2005, p. 16-18) m'ont inspiré le titre de cette communication. Les frontières du champ politique sont objet de négociations incessantes entre de multiples acteurs. La notion de « frontières du politique » sert à analyser, à distance d'une approche essentialiste du politique, sa construction sociale variable. Comment les acteurs appréhendent-ils, à travers leurs discours, leurs stratégies, la différenciation ou l'interpénétration entre les divers univers ? Les travaux de Duchesne, Haegel³ et Bacot m'ont guidé dans l'appréhension de la politisation comme élargissement de la conflictualité (la dépolitisation comme rétrécissement de la conflictualité et différenciation des activités ; l'apolitisme niant la conflictualité⁴). Nous verrons que l'exploitation des matériaux révèle des interprétations bien plus complexes de la dépolitisation que celles de ces auteurs. Le terrain⁵ a rassemblé un groupe d'une vingtaine d'éducateurs populaires qui se sont réunis régulièrement en Bretagne, travaillant alternativement en trois sous-groupes d'environ 7 personnes (6 rencontres par an enregistrement audio intégral) et sous la forme de séances du groupe plénier (3 à 4 regroupements par an de 2 jours retranscrits intégralement). Ce cadre collectif et contradictoire permettait de faire apparaître de façon « réaliste » ce qu'est la (dé)politisation en situation⁶.

¹ La labellisation « politique » est la typification d'objets d'action ou d'activité comme « politique », cf LAGROYE, J. (dir.). *La politisation*. Belin. 2003, p. 22

² LAGROYE, J. « Les processus de politisation » dans LAGROYE, J., idem, p. 361

³ DUCHESNE, S. et HAEGEL, F. « Entretiens dans la cité ou comment la parole se politise » dans *Espaces Temps les cahiers*, 2001, pp.95-109.

⁴ « l'apolitisme n'est en fait qu'une forme particulière de politisation, tentant de faire triompher le clivage apolitiques/politiques au détriment par exemple du clivage droite/gauche », BACOT, P. « La politisation comme élargissement de la conflictualité », communication lors de l'atelier « conflictualisation et politisation » présentée au *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, à Lille, 21 septembre 2002.

⁵ Présenté en annexe

⁶ DUCHESNE, S. et HAEGEL, F. « La politisation des discussions » dans *Revue française de science politique*, vol.54, n°6, décembre 2004, pp. 877 – 909.

Lors de l'enquête ethnographique (participation observante de 2003 à 2006 avec un dispositif de carnet de bord) menée dans le cadre d'une thèse (Morvan, 2011), j'ai observé les luttes de définition au cours d'interactions de groupe par une méthodologie sensible à la fois aux justifications discursives des individus et aux relations sociales entre les acteurs étudiés. J'ai utilisé les travaux de l'économie des grandeurs (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Boltanski et Chiapello, 1999) qui, sur la base d'analyses d'ordre pragmatique, permettent de prendre en compte la façon dont les personnes s'engagent dans l'action, leurs justifications et le sens qu'elles donnent à leurs actes. Une présentation de ce terrain (enrichi par une présentation du groupe et de son « monde ») figure en annexe de cet article. Je consacre ici mon analyse empirique à deux séries de matériaux sélectionnés : d'une part le diagnostic de dépolitisation tel que formulé par les membres du sous groupe dit « associatif », d'autre part les stratégies d'étiquetage concurrentes au sein du groupe plénier de la recherche-action. Je propose in fine une exploitation des résultats de cette recherche au regard de la notion de « dépolitisation ».

La dépolitisation des pratiques associatives vue de l'intérieur

Dans la recherche-action, le sous-groupe thématique « l'éducation au politique comme pratique associative » réunit des administrateurs d'associations de solidarité internationale (« privées » et sans permanent salarié) et des professionnels du champ socio-éducatif dont je fais partie (service socio-éducatifs en milieu rural ou urbain, et foyer d'hébergement, ici de personnes handicapées), d'organisations agréées associations d'éducation populaire. Ces dernières sont liées à l'existence d'équipements (maison pour tous, centre d'hébergement, centre de loisirs) gérés par une association Loi 1901 dans laquelle des membres de droit peuvent occuper une place politique prépondérante (communes, administrations,...). Cette gestion décentralisée se traduit par une configuration où les projets des participants individuels restent subordonnés aux pouvoirs des participants institutionnels voire des professionnels. Outre que la professionnalisation a abouti progressivement à écarter les militants voire invalider le rôle des bénévoles, j'ai tenté de montrer que la délégation de services publics s'appuie sur une injonction externe à l'apolitisme des associations très largement intériorisée par celles-ci (Morvan, 2003). La crainte que nourrissent d'ailleurs les élus « est qu'un passage se fasse sur le registre militant, et que la cause poursuivie ne devienne un combat politique » (Rivard, 1998, p.16). L'attribution de subventions permet de réguler l'activité de l'association de service public.

Le groupe caractérise la dépolitisation des pratiques associatives par le refus du débat et de la critique qui est exploré sous deux angles complémentaires : les enjeux de pouvoirs dans l'association et les stratégies conscientes ou inconscientes de contournements des conflits sur les fins et moyens de l'activité associative.

« La dépolitisation consiste à interdire la discussion dans les associations pour reproduire de la parole ou de l'action en cercle fermé sur lui-même » (Pierre).

« Dans un modèle associatif, on pourrait s'attendre à que la participation soit plus importante » (dit une animatrice) mais le groupe dénonce de fait des relations très inégalitaires entre administrateurs ou entre professionnels et adhérents ou publics, ou entre bénévoles et « partenaires » d'autres pays (brésilien, sénégalais). Le groupe critique la dépolitisation dans le fonctionnement même des instances associatives. Les éducateurs décrivent des situations où des conseils d'administration n'ont aucune information ni formation pour exercer leur pouvoir. Ils dénoncent les décisions prises constamment à

l'unanimité, ou simplement soumises pour validation par les professionnels sans débat, avec souvent des sujets strictement techniques à l'ordre du jour. Ils font part des difficultés qui en découlent : ne pas trouver sa place, et à terme, des situations où l'association ne trouve plus de figurant à son conseil d'administration. Ils alimentent leur diagnostic de dépolitisation d'une critique de l'organisation très pyramidale des associations. Ils observent des dérives autoritaires dans les fonctionnements associatifs abordés (confiscation des pouvoirs, directeur charismatique, personnes surinvesties), qui exigeraient une réflexion sur les pouvoirs dans les organisations au regard de leur discours démocratique. Au sein de ces associations le pouvoir tend à la confiscation par les permanents ou les notables, à l'assignation des adhérents à un rôle passif, et à l'affadissement de la combativité des organisations soucieuses de ne pas mettre en péril leurs structures. Ce tabou sur les relations de pouvoir au sein du monde associatif constituerait une source de dépolitisation des pratiques.

Ces éducateurs font aussi part de leur attente insatisfaite en tant que professionnel: parler du sens du travail, de l'écart entre travail rêvé et travail prescrit, à partir de problèmes concrets de terrain. Ce ne sont effectivement pas des métiers neutres⁷ contrairement au contrôle permanent qui exige d'eux de taire certaines valeurs. L'engagement, l'implication, à la source de leur action, suscite doutes, envies de débattre, besoin de sortir de son isolement et de rattacher sa pratique à une identité collective de métier. Or ces participants jugent qu'une association, où cette discussion n'est pas possible ou encouragée, est dépolitisante.

L'activisme est analysé par le groupe comme un des ressorts de cette dépolitisation des pratiques associatives. La question du temps long du débat, de l'éducation, de l'exercice politique, est récurrente dans les discussions, opposée au court terme dominant de la rationalité instrumentale, du salariat aliénant et du capitalisme. Les éducateurs considèrent que cet activisme les empêche de penser politiquement leur activité. Dans la solidarité internationale il se traduit par une priorité accordée à gérer l'urgence. Pourtant la politique d'après le groupe, ne peut se focaliser sur le présent, elle a besoin de projection, de long terme (d'où le travail de certains pour que des stratégies se mettent en place sur 10-15 ans). Contre un usage « dépolitisant » du temps subi (contrôle, urgence, activisme, productivisme) s'opposeraient d'autres pratiques du temps, désiré, choisi (dialogique, implication, durée, imaginaire). Les politiques publiques avec lesquelles travaillent la plupart ces acteurs - dans un domaine où la relation est censée être essentielle-, participent de ce rapport au temps par les modifications du régime des conventions. De leur côté, les acteurs se perçoivent aussi comme reproduisant cet activisme par une multiplication des activités souvent préprogrammées. Cette pratique intériorisée par les acteurs dans leurs lieux d'exercice (bénévole ou professionnel) limiterait la relation attendue avec les publics, les administrateurs, au sein de l'équipe...Elle dépolitiserait et cantonnerait les initiatives à l'assistance (prise en charge), produisant un rapport de sujet à objet.

C.S. : « Quand je fais de l'accompagnement scolaire, je sais que je devrais faire autrement, que ce n'est pas ce qu'il faudrait faire alors que les conditions de vie... ça m'interpelle. Des gens révoltés par oppression d'une situation vont créer une association mais en quoi cela évite de s'attaquer aux problèmes de fond, on sait où ça ne va pas... »

⁷ « L'animateur est porteur de valeurs et il n'est pas le moins du monde en position de neutralité ou de non directivité. Porteur de valeurs et de convictions », cf VILBROD, A. « Animateur, est-ce seulement un métier ? », dans CONQ, N., KERVELLA, J.-P., et VILBROD, A. Le métier d'éducateur spécialisé à la croisée des chemins, L'Harmattan, 2009, pp. 102-108

Les règles de l'ordre social pour leur plus grande part ne sont pas entièrement conscientes, elles ne deviennent ou redeviennent visibles qu'au moment où elles sont transgressées. Plusieurs stratégies d'évitement des conflits sont décrites par ces témoins associatifs comme indice de dépolitisation des pratiques associatives.

Régulièrement invoquée pour expliquer le déclenchement de conflits du travail, la catégorie du problème psychologique ou de mésentente entre personnes fonctionnerait dans une logique de dépolitisation. Lorsqu'un salarié ou un administrateur ose prendre la parole pour remettre en cause un fonctionnement, l'une des stratégies consisterait à prêter à celui ou celle qui s'est singularisé une caractéristique personnelle (fragilité, individualisme, par exemple) pour isoler le cas (et éviter que la discussion ne s'étende aux autres, se politise). Le conflit peut être déplacé d'une zone politique vers une zone infrapolitique ici interpersonnelle où il provoque souffrance individuelle et la plupart du temps marginalisation. L'absence d'analyse globale peut contribuer à déplacer le traitement au niveau des personnes (du symptôme). Le conflit de la sorte est discrédité, pour empêcher qu'il ne s'exteriorise et ne se complexifie.

Les situations problèmes évoquées soulèvent également la peur de la violence des débats et la part affective des conflits. Le besoin d'un groupe social de se maintenir en tant que groupe prendrait le dessus sur l'inconfort. Les éducateurs populaires perçoivent leurs propres difficultés d'exprimer leur point de vue en désaccord avec le reste des membres de l'association dans une discussion ou un débat.

R.G. : « les gens acceptent de parler des choses si c'est avec des gens qui partagent à 98,5% les mêmes idées, c'est-à-dire finalement quelque chose qui se rapproche du communautarisme, d'une vision du monde : où tu es dedans et on peut se causer parce qu'on va pas avoir de conflits...ou tu n'es pas dedans et on est dans l'évitement⁸ »

La dépolitisation telle que qu'analysée par ce groupe met l'accent sur le rôle des institutions dans le formatage et la dépossession des choix, et plus particulièrement celui des organisations associatives. Ce faisant ils prennent conscience d'apporter leur contribution à ce qu'ils critiquent. Ils dénoncent l'illusion de l'associationnisme en dévoilant le mensonge démocratique de leurs pratiques associatives en France ou à l'échelle internationale. Leurs observations rejoignent des travaux récents : ceux de Barthélémy⁹ et d'une enquête plus récente et approfondie concernant l'offre de politisation des associations¹⁰. Hamidi décrit les différentes stratégies d'évitement de la politisation à l'œuvre dans les pratiques d'associations locales (par souci d'efficacité, espace de sociabilité communautaire, rapport de dépendance financière...). Ces travaux ont en commun de remettre en cause l'idée selon laquelle les associations seraient nécessairement propices à l'apprentissage des vertus démocratiques et à la politisation de leurs adhérents... elles montrent comment différents mécanismes se conjuguent pour empêcher les adhérents de développer une vision politique du monde¹¹.

⁸ Transcription, rencontre du 16 mai 2004, p. 96

⁹ BARTHÉLÉMY, M. *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Presses de Sciences Po, 2000.

¹⁰ HAMIDI, C. « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration » dans *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, février 2006, Presses de Sciences Po. pp. 5-25.

¹¹ MAYER, N., HAMIDI, C., « Capital social, lien associatif et démocratie en France » dans PERRINEAU, P. (Dir.) *Le désenchantement démocratique*. L'Aube, 2003, pp. 134-135

Quand la définition des frontières politiques travaille des éducateurs populaires

Le modèle de la justification publique de Boltanski et Thevenot préconise une attention toute particulière aux moments de litige privilégiés pour exprimer les principes hétérogènes de justice auxquels nous rapportons nos actions. Pour repérer ces épreuves de grandeur, la méthode d'observation se centre sur les disputes. Ces moments de tension mettent ici en jeu différentes définitions de ce qui est politique ou non. En m'appuyant sur les travaux du courant des Grandeurs, je raccorderai ces confrontations à des points d'appui philosophiques à même d'éclairer la labellisation. Ils surviennent au cours de deux épreuves qui opposent principalement deux des sous groupes (« interculturel » versus « frontalier ») : la sélection des injustices et la question de la normativité au travers de l'enjeu de l'universalisme. Le sous-groupe « l'éducation au politique comme pratique interculturelle » réunit enseignants, artistes, animateurs, étudiants, qui ont en commun une sensibilité aux inégalités internationales (en tant que bénévole et/ou salarié). Le groupe « l'éducation au politique comme pratique frontalière, entre domestication et émancipation » a comme point commun la référence à l'éducation populaire et le vécu des contradictions de leurs métiers de l'entre-deux (en particulier via des dispositifs de financement public), entre domestication et émancipation. Il réunit des personnes d'âge, de statut divers, tous salariés du secteur public ou associatif se reconnaissant de l'Education populaire : des fonctionnaires de la fonction publique d'Etat (Jeunesse et Sports) des services déconcentrés régionaux et départementaux, et des travailleurs associatifs du secteur social, et de l'animation socioculturelle (dont un directeur de structure).

Le premier différend s'esquisse par une prise de position critique et isolée d'un participant au moment de la présentation des travaux de chaque groupe au troisième séminaire plénier (avril 2004). Il soulève différentes qualifications de ce qui est « politique » avec des conflits de légitimité adossés à différentes métaphysiques politiques. Ces définitions étaient jusque-là tacites, l'entrée en recherche-action dévoile différents critères de (dé)politisation. Les échanges entre participants renvoient à des clivages entre deux manières de sélectionner, et de réagir à, la source d'indignation privilégiée.

Le groupe « l'éducation au politique comme pratique interculturelle » nomme l'injustice dont il entend se saisir à partir des témoignages relevés au cours de leurs premières séances. Le terme « interculturel » désigne l'approche selon laquelle ce groupe entend mettre toutes les cultures sur le même plan. Cette démarche semble au groupe éminemment politique au sens de lutter contre des rapports de domination culturelle : tendre vers plus d'égalité de considération en reconnaissant chaque culture à égale dignité. Il propose, face à ces formes de mépris socialement instituées, d'œuvrer directement à des interactions sociales plus égalitaires en fabriquant un outil pédagogique de préparation au voyage qui encouragerait la contribution de chaque culture à dignité égale. Le groupe veut lutter contre le mépris de certaines cultures par la promotion de la diversité culturelle. L'un des membres du groupe « interculturel » suggère d'appliquer par exemple cette approche interculturelle au problème de la gestion de l'eau en Finistère, en considérant que ce problème local est international et que les réflexions et pratiques de différentes cultures peuvent enrichir le débat local (dans le cadre de l'agenda 21).

Un participant du groupe dit « frontalier » disqualifie la dimension politique de leur approche. Il peut approuver le choix de faire porter la comparaison internationale sur la gestion de l'eau en voie de devenir une marchandise qu'il considère comme un enjeu politique. A contrario il considère le respect de la diversité culturelle comme dépolitisant. Il considère que les discours sur la culture sont employés pour empêcher voire détruire le jugement politique.

Ce participant dénonce les discours de justification « culturels » relativistes visant d'après lui à rendre les défauts sociaux insignifiants. Il défend sa propre conception de la politisation comme participation au conflit social et production de droit.

Au deuxième moment de cette divergence (octobre 2004) la polémique s'élargit et s'intensifie. L'échange culturel est soupçonné à nouveau de servir à éliminer le discours politique portant sur les inégalités de nature économique. Un autre participant évoque même un « racisme social » à l'endroit du déni des inégalités de classes sociales. Le pouvoir politique aurait intérêt à substituer à la lecture économique de l'exploitation, une interprétation en termes de droits à la différence. Les « interculturels » participeraient à leur insu d'une logique réactionnaire et protégerait en fait les intérêts privés économiques. Les membres du groupe « interculturel » de leur point de vue n'entendent pas dissocier culture et politique. Ces derniers arguent que leur préoccupation quotidienne et politique prend source dans leur empathie vis-à-vis de la situation des immigrés et de leur sentiment d'injustice quant à l'utilisation de l'étranger comme bouc émissaire des problèmes. La visée de politisation qu'ils défendent consiste à remettre en cause les rapports de domination internationaux et à partager les ressources. Le groupe « interculturel », s'il n'est pas imperméable aux critiques ou jugements qui lui sont adressées, ne se conforme pas à cette disqualification politique de ses causes.

Ces controverses visent des situations réelles en se référant à des ordres légitimes, de grandeur. Telles que formulées dans cette expérience les critiques touchant aux discriminations (l'engagement en faveur de la diversité, le respect des différences identitaires) et les critiques exprimées au titre de l'égalité économique (les luttes sociales dont l'objectif est la distribution égalitaire des richesses) sont concurrentes. Cette première dispute entre « respect de la diversité culturelle versus critique sociale » entraîne le groupe sur le terrain d'autres divergences : l'articulation entre les différentes injustices au niveau du système, et les moyens d'y remédier. Le sous thème de « l'imposition » (de la normativité) s'organise autour de la question de l'universalisme. Ce différend s'exprime sous la forme d'une relation d'opposition entre « faire avec » ou « faire pour » (au nom de, imposition, colonisation). La posture du groupe interculturel divise le groupe plénier. Le déclic du conflit se situe au moment où E.H., anthropologue de formation, étudiant camerounais en France, compare la libre volonté de jeunes femmes excisées à la mode du piercing de jeunes adolescentes en France, invoquant les jeunes filles qui le demandent elles-mêmes. Son intervention est suivie d'un nouveau cycle de réactions critiques par courrier électronique. Un participant (F.L.) qui n'est pas du tout d'accord (avec E.) considère que ce dernier justifie l'injustifiable. Il traduit ce débat en une opposition entre une approche culturelle relativiste du problème de l'excision (où tout se vaut puisqu'au nom du respect de la culture la critique des rapports de domination n'est plus énonçable) et une approche politique (supposant d'après lui une hiérarchie de valeurs, le jugement, le parti pris, ici la condamnation des mutilations sexuelles).

En m'appuyant sur les travaux de l'école des conventions, j'ai cherché à atteindre l'architecture des justifications des groupes de protagonistes qui s'affrontent. J'ai étudié les références et principes de justice de l'ensemble des groupes et participants, pour m'efforcer d'atteindre la cohérence de l'ensemble. Les Cités (architectures des *justifications*) forment des grilles de lecture qui regroupent les registres argumentatifs typiques des discours des acteurs sociaux (idéologies). Il s'agit bien d'idéal type mais ces modèles traversent les postures de chacun des membres et des groupes à différents moments ou selon les situations. Les manières de concevoir l'éducation au politique et donc la (dé)politisation, opposeraient une Cité « interculturelle » à une Cité « marxiste ».

Catégories - Principes de jugement - Formes de justice - Anthropologie et naturalité de la cité	Monde d'inspiration culturaliste	Monde d'inspiration marxiste
Principe supérieur commun	La reconnaissance de la différence de l'Autre	Le conflit
Etat de grand	à l'écoute, tolérant, humble, se considérer chacun comme oppresseur potentiel, liberté, indépendance, ouverture d'esprit, curiosité, cohérence, autonomie, empathie, se laisser envahir par la connaissance de ce qui n'est pas moi	Anticapitaliste, prend parti, se positionne, engagé, révolté, rebelle, résistant, le combat, la lutte, le dévoilement, la provocation
Etat de petit et déchéance de la cité	ethnocentrisme (prétendre à la supériorité de sa culture ou de ses valeurs), jugement de valeurs, propagande, apporter la bonne parole ou des recettes, le missionnaire, convertir, militant chevillé au corps, l'universel, les certitudes, être éducatif, pointer des "coupables " ou des "opresseurs", transformation sociale décidée d'en haut, l'enfermement dans sa culture (forteresse), l'ironie, la virulence, l'écrit, la loi ¹² , la pratique politique entendue comme partisane et adversariale	tolérance, effacement de ses valeurs, neutre, civisme, politesse, respect des traditions, des mœurs, de la religion, de la communauté, des castes, de la famille, « small is beautiful », micro, local, libéral
Répertoire des sujets	Culture de paix, fraternité L'Autre (culture nationale, régionale, minoritaire), l'authenticité Solidarité, non violence, non discrimination, Respect des droits humains, dignité et valeur de tous les individus La complémentarité Le contact, le dialogue authentique, la relation authentique interpersonnelle, Modestie, ouverture d'esprit, avouer nos ignorances.	Révolutionnaire, syndicaliste, militant, laïc et athée, anticapitaliste, adversaires Prise en compte des structures et des institutions Approche macro, système Historicité
Répertoire des objets et des dispositifs	Le doute, l'oralité, l'informel Part d'éducation personnelle " reçue et non délivrée", importance accordée aux expériences de solidarité, gage d'ouverture, de tolérance des différences Le management de la différence Place des émotions, de la convivialité, de la	La Loi, les politiques publiques, le droit, les droits collectifs interdire, prévenir et éduquer Les conditions matérielles (exploitation) et

¹² « la loi ne transforme pas la société », transcription regroupement de Combrit (cd N°2, 52'09), octobre 2006

	<p>famille, fête traditionnelle, partage du quotidien, le bon voisinage, communauté, spiritualité</p> <p>Dispositions anti-institutionnelles : tradition anti-autoritaire et antihiérarchique de la critique artiste, attachée à dénoncer la « domination » plutôt que « l'exploitation », ne pas vouloir réformer le monde et les autres avant de nous être mis nous-mêmes en question</p>	<p>existentielles (aliénation)</p> <p>Les classes sociales, les revenus, la redistribution (impôts...)</p> <p>Place de l'analyse et des savoirs livresques, de la connaissance des doctrines, des théories critiques.</p>
Relation naturelle entre les êtres	<p>vivre harmonieusement, et parler, avec le non-semblable</p> <p>Agir avec, se rencontrer, se transformer</p> <p>Accepter de déconstruire ses repères</p> <p>s'engager sans porter de jugements</p> <p>Faire confiance</p>	<p>Hiérarchie des classes sociales, division internationale du travail, Hiérarchie de ses propres valeurs</p> <p>Expression des conflits, travail sur ce qui divise</p>
Formule d'investissement	<p>La déconstruction (remise en cause) de ses propres repères, valeurs</p> <p>Adaptabilité, tolérance</p> <p>Conception au cas par cas : transcendant</p>	<p>Le dévoilement des formes d'exploitation et d'aliénation et des contradictions</p> <p>Conception holiste, universaliste</p>
Rapport de grandeur	<p>Apprendre à apprendre des autres¹³</p> <p>Question de l'égalité de considération privilégiée</p> <p>Force sur laquelle repose ce partage inégal : inégalités des savoirs et des opinions, préjugés</p> <p>action privilégiée par rapport à la reconnaissance de l'égalité de chaque culture, faire preuve d'humanité et de compréhension</p> <p>Différentiel de pouvoir liée à la reconnaissance</p>	<p>Prendre en compte les contradictions, les ambivalences</p> <p>Question de l'égalité socio-économique privilégiée</p> <p>Force sur laquelle repose ce partage inégal : Inégalités socio-économiques</p> <p>Différentiel de pouvoir liée à la propriété des moyens de production</p>
Epreuve modèle	<p>Rencontre de l'autre quel qu'il soit, si différent soit-il¹⁴</p> <p>Expérimenter des modes d'appréhension différentes du monde</p> <p>Savoir s'adapter à de nouvelles</p>	<p>Dénonciation des injustices sociales</p> <p>Conflits sociaux</p> <p>Grève, occupation, révolution</p>

¹³ « nous interroger dans nos propres repères, accepter en même temps d'être déboussolés », transcription du regroupement de Monteneuf, janvier 2006

¹⁴ « mettre en question notre conviction intime de supériorité culturelle car elle repose sur l'écoute qui nous oblige à accepter en nous-même, sans comparer ni juger, la démarche de l'autre, ce qui évidemment met en danger notre identité et même notre existence. », idem

	circonstances, compréhension mutuelle Changement attendu : de comportement, de relation ¹⁵	Changement attendu : organisationnel, institutionnel, politique
Mode d'expression du jugement/ Forme de l'évidence	Reconnaissance de l'autre, la pédagogie de la rencontre interculturelle apprendre à gérer l'inattendu / Un tel sera jugé petit s'il a tel comportement : exclure, arriver à des camps où on ne peut plus discuter	Critique sociale nouveaux droits collectifs/ Un tel sera jugé petit s'il a tel comportement : se prétendre neutre, apolitique, fataliste
Dignité des personnes	Prendre en compte la différence de l'autre au même titre que les autres différences (sexe, classe sociale, etc...), que les langues	La participation au conflit social
Figure harmonieuse de l'ordre naturel	la paix ¹⁶ , la co-construction d'une citoyenneté planétaire, un apprentissage mutuel de la liberté d'être différent les uns près des autres, les uns avec les autres, de la liberté en général	Société la plus égalitaire possible (le moins d'écart de revenus et entre possibilités de se réaliser) Economie resocialisée au bénéfice du plus grand nombre

Extrait du monde « interculturel » :

D.D. « Au lieu de parler d'excision, pourquoi n'avoir pas mis sur le tapis, par exemple, la colonisation au nom des valeurs républicaines ? (...) Prendre parti c'est faire un arbitrage, un tri, un grand ménage dans l'espace pour balayer, installer une frontière aveuglante entre les points de vue, et si possible décréter que l'un doit partir à la poubelle et l'autre non. (...) Cette manière de considérer la chose politique me paraît en outre être beaucoup plus une source de dépolitisation que le contraire, parce qu'elle se donne pour objectif d'exclure, de diviser, de créer des frontières et de détruire nos relations aux autres, et dans la mesure où, précisément une partie de la société court le risque de se voir bottée en touche, c'est instaurer une méthode inefficace (...) ? Une éducation doit avoir une valeur pour la collectivité, ou n'a pas de sens, la politique doit être l'affaire de tous, toutes opinions confondues, ou ce n'est qu'une mascarade.»¹⁷

La notion d'éducation au politique était suffisamment vague pour héberger différentes significations dès les premières rencontres. Le groupe plénier a engendré une confrontation de définitions du politique concurrentes et parfois inconciliables¹⁸.

¹⁵ « que ça génère des rapports plus ouverts avec les gens d'autres pays, mais aussi avec des gens ici qu'ils soient migrants, de voisinage ... ou de sources diverses », idem

¹⁶ « si tout le monde est valorisé, on se fera pas taper dessus, chacun aura sa validité. », idem

¹⁷ bilan D., dans CASI BRETAGNE- LE PAVE-D.R.J.S. BRETAGNE op.cit. Actes de la recherche-action, 2009

¹⁸ En politisant leur cause (procédé de généralisation d'un problème) les acteurs découvrent des visions désaccordées du monde social (antagonistes). *POLITIX*, « Causes entendues. Les constructions du mécontentement (1) ». Presses de la fondation nationale des sciences politiques. N°16. Quatrième trimestre 1991, pp. 10 à 12

La critique culturaliste et la critique sociale ont tendance à s'opposer, de même que le groupe est fortement clivé autour de la revendication ou du rejet de l'universalisme. Les controverses étudiées sont traversées par les transformations des revendications démocratiques, entre combat pour une politique de redistribution [égalité-similitude universaliste] et lutte pour une politique de la reconnaissance [égalité-singularité-différentialiste]¹⁹. Ces zones de désaccord entre logiques qualifiées de politique et de culturelle, entre universalisme et relativisme, travaillent les acteurs de cette recherche-action tout comme des philosophes ou sociologues. Zizek²⁰, Renault²¹ ou Laclau²² critiquent l'usage rhétorique de l'identité dans son versant assignant et non subversif comme source de dépolitisation de l'économie.

Bilan, exploitation des résultats au regard des registres, processus et interprétations de la « dépolitisation » ou de la notion de « dépolitisation »

Les matériaux de cette recherche ont été bâtis à partir d'un usage profane de l'étiquette « dépolitisation » par des éducateurs populaires lors d'une démarche de recherche-action entre 2003 et 2006, aux moments de discussions informels ou formels de petit groupe ou en plénière. Cette activité de labellisation discrimine différents registres de dépolitisation :

- Le déficit démocratique

Ici la dépolitisation est entendue au sens généraliste d'affaiblissement de l'espace et de la qualité démocratique des échanges ou des organisations (Cefai et Lafaye, 2001). Le critère qui déqualifie est celui de la moindre possibilité en général de prise de parole critique des protagonistes en rapport avec la promesse démocratique d'égal accès à tous à cet exercice y compris dans la durée (critère d'une « politisation réussie »). Ce registre est dominant dans les discours du groupe dit « associatif ». Il peut aussi bien viser, l'absence de mise en débat des valeurs engagées dans l'action ou de ses effets réels, souvent formulée sous le registre d'approche exclusivement « technique » de l'objet associatif, que les différentes stratégies d'évitement des conflits dans les organisations.

- Le radicalisme démocratique comme source de dépolitisation

Cette argumentation émerge à plusieurs reprises, dans le discours d'acteurs du groupe plénier et dans mon analyse de chercheuse à propos du groupe associatif. Ici le défaut dénonçant la dépolitisation touche au fétichisme de la forme démocratique. L'attention apportée à la forme est accusée de prendre la place du fond des débats (la manière l'emporte sur la matière²³). Le formalisme exigé au nom de la qualité démocratique de la prise de parole empêcherait en partie l'exercice politique²⁴. En érigeant la discussion en valeur essentielle, le groupe obérerait les contraintes de l'agir stratégique en politique.

- Le défaut d'une thématique de domination essentielle

Dans ce cas l'accusation de dépolitiser prend sa source dans la contestation du choix des griefs politisés. Le motif de dépolitisation est lié à l'éviction d'un terrain de conflictualité

¹⁹ FRASER, N. « Justice sociale, redistribution et reconnaissance », *Revue du M.A.U.S.S.*, N°23, premier semestre, 2004, p. 151

²⁰ ZIZEK, S. *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*. Climats, 2004

²¹ RENAULT, E. *L'expérience de l'injustice. Reconnaissance et clinique de l'injustice*. Op.cit.

²² LACLAU, E. *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*. La Découverte/ Syros, 2000 ; Trad. de *Emancipations*, Verso, 1996.

²³ REBOUL, O. *Langage et idéologie*. PUF, 1980, p. 49

²⁴ FRANK, T. Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même. Dans *Le Monde Diplomatique*, N°706, janvier 2013, pp. 4-5

retenu par un groupe et déconsidéré par un autre. Ainsi le groupe dit « interculturel » accuse le groupe dit « frontalier » de dépolitisation lorsque ce dernier ne reconnaît pas les phénomènes de domination culturelle (Honneth, 2000). Le premier reproche au deuxième son indifférence par rapport à un enjeu qu'il a constitué comme éminemment politique. Réciproquement le groupe dit « frontalier » en dépolitisant les thèmes d'injustice retenus par le groupe dit « interculturel » accuse ce dernier d'être infrapolitique s'il ne reconnaît pas les rapports sociaux de classe comme griefs démocratiques essentiels. Les justifications de dépolitisations servent à entretenir le rapport de force, les luttes symboliques pour orienter l'historicité. Si l'autre partie finit par reconnaître l'objet dépolitisé comme politisable, alors la critique de dépolitisation peut encore se poursuivre au niveau de la qualité effective (de la hiérarchie) de l'articulation des différents mécanismes de domination visés.

- Le défaut systémique ou réductionnisme politique

Dans ce cas la dépolitisation est entendue comme le manque de vision globale des problèmes. Mon travail de disqualification, en tant que chercheuse, à l'endroit du groupe associatif dénonce l'absence de mise en relation des problèmes rencontrés dans la pratique associative locale avec d'autres mécanismes à l'échelle nationale ou internationale, et l'occultation des racines historiques de cette configuration (système de subventions des associations, rôle de l'Etat). Le même registre sera utilisé lorsqu'un participant essaiera de dé-labelliser le discours d'un autre, au motif qu'il ne s'interroge pas sur les effets de la vente subventionnée des produits de la pêche européenne sur les économies locales des pays pauvres. La réduction de l'échelle d'appréhension des problèmes (l'œil « micro ») est interprétée comme une dépolitisation de l'enjeu (Le Bart, 2005). Ici le défaut pointé pour dépolitiser est celui de la montée en généralité.

- Le manque d'implication ou le défaut d'agrandissement politique

C'est en quelque sorte le critère opposé au précédent défaut : il s'agit de l'excès d'abstraction d'un problème jugé dépolitisant. Le fait de ne pas être directement concerné ou impliqué, que l'enjeu ne soit pas incarné par des pratiques du discutant, est disqualifiant. Ce qui est possiblement « politisable » doit concerner ses propres actes, et non la critique macro-politique jugée stérile. Une dispute lors d'une plénière en janvier 2004 autour de la proposition de mettre fin aux activités des bourses (en tant que symbole de la financiarisation des activités) est emblématique de ce critère.

- La carence de positionnement de lutte ou d'affirmation partisane

Dans ce cas il est reproché aux acteurs sociaux de se dissimuler derrière une illusion de neutralité ou de relativité absolue. Si « tout se vaut », alors le jugement politique disparaît et aucune critique n'est possible. Le groupe qui accuse un autre de ce type de dépolitisation va faire valoir les enjeux cachés (classement, valeurs, hiérarchie) implicite des discours de l'autre partie. Plus proche des définitions ordinaires de la politisation entendue comme activité différenciée, cette dénonciation peut aussi viser le critère de la position de lutte en tant que telle, prolongée ou non par une accusation en termes de radicalité. Auquel cas le groupe accusé de dépolitiser est celui qui prétend ne pas avoir d'enjeu de conviction : d'où les débats au sujet de la normativité et de l'universalisme et au-delà sur la question du syndicalisme et du mot « lutte ». Le groupe qui veut disqualifier un autre entend lui faire reconnaître que la société est traversée par des luttes d'intérêts et que toute vision politique d'un groupe doit s'adosser à une vision. Ce registre de dépolitisation renvoie à la politisation comme « processus par lequel des problèmes, des oppositions, des controverses, jusqu'ici sans relation, sont intégrés dans une représentation commune – une représentation

nécessairement conflictuelle, conduisant à penser ces problèmes, oppositions et controverses dans un cadre donné (cité) grâce à un clivage qui construit des camps opposés (partis)²⁵».

- L'abus de position

La dépolitisation s'appuie ici sur un critère inverse au défaut de positionnement. Ce qui est ainsi dénoncé comme dépolitisant touche précisément au fait d'être partisan. L'accusation renvoie à un possible sectarisme de celui qui s'affirme politiquement, qui prend parti dans la mesure où ce dernier ne serait pas dans la capacité de sublimer ses attaches partisans pour débattre démocratiquement (c'est-à-dire s'ouvrir à d'autres perspectives que les siennes). Cette figure peut être utilisée dans les discussions en lien avec la première et la deuxième justification pour « enfoncer le clou de la dépolitisation » ou pour dénoncer le défaut de pensée dialectique.

Ces différentes interprétations renvoient en fait à des processus multiples. En ce sens, les groupes exercent les uns vis-à-vis des autres un travail de garde-frontières des abus des positions extrêmes de chacun des critères ou *grandeurs* auxquelles ils se réfèrent. Le même critère dans les stratégies d'étiquetage peut faire l'objet d'une appréciation méliorative du politique tandis que pour un autre groupe être connoté péjorativement.

J'observe bien l'existence de registres préférentiels (cf les *Cités*) de labellisation ou de disqualification politique propres à chaque groupe (ici pris dans la durée de 3 années dans des groupes constitués). Cependant je remarque que malgré cette ressource de registre préférentiel de discours sur la dépolitisation, chaque groupe peut emprunter à ces différentes catégories soit successivement, soit de manière concomitante selon les circonstances, les enjeux, son intérêt, qui est fonction de la constitution du groupe et de la configuration des interactions (Eliasoph, 2010).

Il est intéressant de noter que les questions de dominations de sexe ne parviennent pas à être politisées par le groupe de femmes qui les portent. Ces dernières ne renvoient pas leur expérience d'injustice sexiste vers le groupe plénier. On peut faire l'hypothèse qu'elles ne sentent pas une résonance suffisante dans le grand groupe à ces formes de mépris, laissant le sujet dans l'informel et l'intimité du sous groupe non mixte (occasion qui ne s'est présentée qu'une seule fois dans l'histoire de leur sous groupe par l'absence des trois hommes qui en faisaient partie). J'observe ici l'importance de faire classe (solidarité, affinités entre pairs ici des jeunes femmes) entre problèmes communément vécus pour oser interpeller le collectif plénier afin de politiser les injustices en question.

Conclusion

La part d'indétermination et d'incertitude qui caractérisent le monde social et ses divisions, rendent possibles la pluralité des visions du monde et les tentatives pour imposer celle qui apparaîtra comme naturelle et légitime²⁶. L'exigence de la critique en portant sur le monde tel qu'il est, met à découvert plusieurs visions du monde à l'intérieur même de ce groupe d'éducateurs populaires, à propos des représentations de la (dé)politisation et de la pertinence des moyens à employer pour transformer la société. « Le politique existe parce qu'il y a des différences entre les groupes, multiples, sécants, qui forment une société, que ces différences sont perçues comme telles et non neutralisées par le contrôle social et qu'il faut leur trouver une solution »²⁷.

²⁵ BACOT, P., op.cit.

²⁶ BOURDIEU, P. *Propos sur le champ politique*. Presses Universitaires de Lyon, 2002, p. 18-19

²⁷ DUCHESNE, S. et HAEGEL, F. « Entretiens dans la cité ou comment la parole se politise », op. cit. p. 98

Si au sein de chaque sous-groupe les discussions ont permis de soulever des aspects contradictoires des problèmes, la partition des groupes de travail (réalisée sur des bases thématiques affinitaires) a produit des effets inattendus en terme de polarisation et de segmentation des approches (identités fortes de groupe, sentiment d'appartenance à un camp) dans le groupe plénier. A fortiori, dès lors qu'un groupe a des activités ou pratiques vis-à-vis d'un objet, régulières et quotidiennes, et à partir du moment où cet objet n'est pas soumis à quelque chose d'orthodoxe, se mettent en place immédiatement une tentative de savoirs émis sur l'objet, de positionnement de ce que chacun est par rapport à l'objet : une dynamique identitaire par rapport à l'objet mais aussi une tentative d'orientation et de justifications des pratiques par rapport à cet objet.

Cette question de la dépolitisation devient plus complexe et instable lorsqu'on étudie finement les discours des acteurs selon les espaces, les moments, la composition des groupes, le contexte de l'interaction. En fait la disqualification équivaut souvent à des politisations concurrentes du monde social, et ce qui ne s'y conforme pas est soupçonné stratégiquement de dépolitisation. Il y a donc des différends, qui engendrent véritablement une confrontation entre les participants sur le monde tel qu'il est, le monde tel qu'il devrait être et les moyens envisagés pour y arriver. Chaque sous groupe étant finalement en mesure de dénoncer la face dépolitisante de la vision du monde social de l'autre.

Ce travail aurait pu être approfondi utilement par une mise en relation entre les stratégies d'étiquetage des différents participants et les positions sociales occupées par les acteurs (Arnaud et Guionnet, 2005, p. 20). La notion de « frontières » du politique rend bien compte de ce travail permanent de luttes de définition des objets considérés comme politiques. Au final les tentatives de déplacement des frontières visent la recherche d'une plus grande légitimité notamment pour influencer la détermination de l'agenda politique. Ces activités sont aussi liées à des identités stratégiques qui, si elles se déploient ici hors du jeu politique institutionnel, empruntent finalement plutôt leurs logiques en continuité avec les ressorts traditionnels de la politique institutionnelle qu'en rupture avec celles-ci, quoiqu'en disent les protagonistes de ce terrain.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAUD, L. et GUIONNET, C. (Dir.). *Les frontières du politique : enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*. Presses Universitaires de Rennes (P.U.R.), 2005.
- BACOT, P. « La politisation comme élargissement de la conflictualité ». 7ème congrès de l'Association Française de Science Politique. Communication présentée lors de l'atelier « conflictualisation et politisation », Lille, 21 septembre 2002
- BARTHELEMY, M. *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Presses de Sciences Po, 2000.
- BOLTANSKI, L. et CHIAPELLO, E. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard, 1999.
- BOLTANSKI, L. et THEVENOT, L. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard, 1991.
- BOLTANSKI, L. *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Gallimard, 2009.
- CEFAL, D. et LAFAYE, C. « Lieux et moments d'une mobilisation politique collective : le cas d'une association de quartier » dans CEFAL, D. et TROM, D. *Les formes de l'action collective*. EHESS, 2001, pp 195-228.
- CHATEIGNIER, F. « L'éducation populaire, combien de citations ? » dans *Agora débats/jeunesse*, N°44, 2ème trimestre, 2007, INJEP, pp. 62-72.
- DUCHESNE, S., HAEGEL, F., BRACONNIER, C., HAMIDI, C., LEFEBURE, P., MAURER, S. & SCHERRER, V. « politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication », dans PERRINEAU, P. (dir.) *Le désenchantement démocratique*. L'aube, 2003, p 107-129.
- DUCHESNE, S. et HAEGEL, F. « Entretiens dans la cité ou comment la parole se politise » dans *Espaces Temps les cahiers*, 2001, pp.95-109.
- DUCHESNE, S. et HAEGEL, F. « La politisation des discussions » dans *Revue française de science politique*, vol.54, n°6, décembre 2004, pp. 877 – 909.
- DUCHESNE, S. et HAEGEL, F. « La politisation des discussions à l'épreuve de la comparaison : premiers enseignements d'une enquête en France, en Belgique francophone et en Angleterre sur le thème de l'Europe », communication présentée à l'atelier *Regards croisés sur la politisation des individus : ici et là-bas, hier et aujourd'hui*, 9ème Congrès de l'AFSP, Toulouse, 5-7 septembre 2007.
- DUCHESNE, S. et SCHERRER, V. « L'identité politique comme force de conflictualisation et de hiérarchisation des appartenances sociales : justification théorique d'une définition empirique ». Texte issu d'une communication au colloque *interdisciplinaire organisé par la MSHS* de Poitiers, janvier 2002.
- *ESPACESTEMPS*, « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », N°76-77, 2001.
- FRASER, N. « Justice sociale, redistribution et reconnaissance », *Revue du M.A.U.S.S.*, N°23, premier semestre, 2004, pp. 152-164
- HAMIDI, C. « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration » dans *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, février 2006, Presses de Sciences Po. pp. 5-25.
- HONNETH, A. *La lutte pour la reconnaissance*. Cerf, 2000.
- LAGROYE, J.(Dir.) *La politisation*. Belin, 2003.
- LATOUR, B. Pour un dialogue entre science politique et 'science studies' » dans *Revue française de science politique*, Vol . 58, n°4, pp. 657-678, 2008
- LE BART, C. « La construction sociale du genre 'livre politique' » dans ARNAUD, L. et GUIONNET, C. (Dir.). *Les frontières du politique : enquête sur les processus de politisation et de dépolitisation*. Presses Universitaires de Rennes (P.U.R.), 2005, pp 27-48.
- LEPAGE, F. *Le travail de la culture dans la transformation sociale : une offre publique de réflexion du ministère de la Jeunesse et des Sports sur l'avenir de l'éducation populaire*. Rapport d'étape, Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire, La Documentation Française, 2001
- MORVAN, A. « Economie sociale et solidaire en région Bretagne : approches monographiques – des associations d'éducation populaire en Finistère », dans *Economie sociale et solidaire en région Bretagne*, Université Rennes 2, LESSOR, tome 1-2 du rapport final, Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, mai 2003
- MORVAN, A. *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne*. Thèse (Sciences de l'éducation), Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis, 2011.
- RENAULT, E. *L'expérience de l'injustice : reconnaissance et clinique de l'injustice*. La Découverte, 2004.
- RIVARD, T. « Rapports de concurrence et conflits de légitimité : les relations entre bénévoles, professionnels et élus » dans *Les cahiers de l'Actif*, N°260-261, 1998, pp. 5-18
- SOMMIER, I. (entretien) « L'altermondialisme : une nouvelle forme d'engagement ? », Propos recueillis par Costey, P. et Perdoncin, A. *Tracés*, 2006/1, N°11, pp. 161-174
- TALPIN, J. « Ceci n'est pas une pétition. Définition et évaporation du politique au sein de dispositifs participatifs en Europe », Communication au 10ème congrès de l'AFSP, *La démocratie locale en débat*, Grenoble, 9 septembre 2009

ANNEXE

Présentation du terrain : une offre régionale de repolitisation de l'Education populaire

La genèse de l'expérience (Morvan, 2011) montre le croisement entre ingrédients du macrocosme (les transformations des rapports politiques), du mésocosme (au niveau national la proximité avec l'offre publique de réflexion sur l'avenir de l'éducation populaire) et du microcosme (la rencontre entre dissidents de l'éducation populaire conventionnelle). Un premier niveau concerne des éléments de contextualisation large des rapports politiques caractérisés par l'expression de « transition démocratique ». Puis, l'attention au mésocosme donne à voir l'importance des chantiers de réflexion ouverts au niveau national sur les pratiques d'éducation populaire en tant qu'encouragements à des analyses critiques sur les pratiques de ce champ. Le troisième facteur d'éclosion tient à la rencontre entre militants exerçant dans le microcosme de l'éducation populaire et de la solidarité internationale, la mise en commun de leurs doutes, de leurs désirs de changement, qui ouvre la possibilité d'initier un chantier de réflexion en vue de modifier les réalités insatisfaisantes.

L'expérience de terrain étudiée peut se lire comme une tentative particulière de mettre en question l'ordre hiérarchique du monde social, les dominations qui s'y déploient ou s'y reproduisent pour modifier les champs des possibles des acteurs-agents sociaux. Elle porte les marques d'un retour à une contestation de la division des rôles entre social et politique, signe de crise de légitimité du système politique. Cela correspond à l'un des cinq sens de « politique » analysés par Latour (2008) à savoir celui de « saisie du public », lorsqu'il y a impuissance, destruction, cassure des formes usuelles de traitement de la vie commune. Elle fait partie d'un mouvement plus large de « retour à la question politique » dans le champ socio-éducatif (Morvan, 2011). Pour Dobry (1986) les situations de crise politique sont caractérisées par un phénomène de « désectorisation », d'évanouissement des multiples cloisons et frontières sociales qui forment habituellement, dans les sociétés à forte division du travail, une sorte d'isolant contre la contagion des mobilisations.

Cette initiative se présente comme une offre régionale de repolitisation de l'Education populaire. A l'issue de la première rencontre inaugurale (colloque et séminaires de Brest en janvier 2003), la question d'une réappropriation d'un rôle politique devient le centre de gravité d'une réinvention de l'éducation populaire et de la solidarité internationale. Elle se traduit par le lancement d'une recherche-action sur l'éducation au politique qui implique une vingtaine de personnes entre 2003 et 2006, travaillant alternativement en trois sous-groupes et en séminaires pléniers.

Le groupe de volontaires

A l'issue d'une diffusion de l'invitation aux personnes inscrites en janvier 2003 au colloque et séminaires à Brest, ainsi qu'aux différents réseaux de l'éducation populaire, de la solidarité internationale, et de l'animation socioculturelle, dans les services de l'Etat, les associations et les collectivités en Bretagne, trente-cinq personnes se sont inscrites.

Les personnes s'étaient inscrites en signalant l'organisme par lequel elles souhaitaient se présenter :

<p>Solidarité internationale</p> <p>(associations de solidarité internationale ou Organisations Non Gouvernementales à vocation caritative ayant une action internationale)</p>	<p>8 personnes (Equateur Solidarité, Diégo-Brest, Chemin de l'espoir, Œil vert, centre d'information cornouaillais sur le développement solidaire, association Un, Secours catholique)</p>
<p>Secteur de l'éducation populaire, de l'animation socioculturelle (associations et services de l'Etat déconcentrés)</p>	<p>19 personnes (Maison des Jeunes et de la Culture, Associations Loisirs pluriels, Francas, Animation en Finistère, Comité pour les relations Nationales et internationales pour les associations de Jeunesse et d'Education Populaire, Auberge de Jeunesse, Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens, Maison de Quartier, Centre socioculturel, Foyer de Jeunes Travailleurs, Compagnons Bâisseurs, Groupe de Pédagogie et d'Animation Sociale) dont 2 conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (services déconcentrés de l'Etat, Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du Finistère et Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports Bretagne / Ille et Vilaine) et 2 personnes se présentant au nom d'associations d'éducation à l'environnement et/ou culture scientifique et technique (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement, Association des Petits Débrouillards),</p>
<p>Milieu enseignant</p>	<p>3 personnes du monde de l'enseignement (1 enseignante en lycée technique privé, 1 conseiller principal d'éducation également doctorant en sciences de l'éducation, 1 professeur en sciences de l'éducation de l'université de Rennes 2, accompagnateur universitaire de la démarche).</p>
<p>Syndicat</p>	<p>1 personne (Education Pluralisme Autogestion – Fédération Syndicale Unitaire / EPA-FSU)</p>
<p>Association culturelle</p>	<p>2 personnes d'une association de jeux bretons</p>
<p>A titre personnel</p>	<p>2 personnes à titre personnel sans spécification d'organisme dont une étudiante</p>

Cet aperçu ne tient évidemment pas compte du « polyassociationnisme » décrit par Barthélémy²⁸, ni du « pluri-militantisme » des personnes inscrites : une partie de ces participants, a effectivement divers engagements militants en plus de son inscription professionnelle (un conseiller d'éducation populaire et de Jeunesse est également bénévole et/ou militant de plusieurs associations dont une de solidarité internationale voire engagé syndicalement par exemple), des personnes se sont inscrites dans la démarche au titre de leur engagement bénévole et non de leur profession ou inversement. Les appartenances « cachées » feraient apparaître plusieurs travailleurs sociaux (côté professionnel) ou animateurs dans l'action sociale, plusieurs personnes syndiquées dans le même syndicat (EPA- FSU) et modifieraient à la marge la répartition des personnes par rapport au secteur « éducation populaire » et « solidarité internationale ». Aucun élu politique n'a répondu à l'invitation transmise à toutes les collectivités bretonnes.

Le groupe présente des caractéristiques communes du point de vue des activités et de l'« esprit public » : comme travailleurs bénévoles ou professionnels du public (délégués au privé ou strictement publics). Ce groupe réunit différents statuts : privé, public, étudiant, travailleurs (intéressés par la question du sens du travail) et bénévoles (citoyens intéressés par la production sociale). Les acteurs participants à ce groupe émanent principalement du système d'action civil (associations, syndicats) ou du système d'action publique (Education nationale et ex- Jeunesse et Sports). Ce monde est composé de personnes qui exercent dans l'entre-deux privé-public, à partir le plus souvent de services publics délégués (social, justice, santé, socio-éducatif, culturel, scolaire...), ils ont tous une expérience dans l'associatif, le socio-éducatif, et peu du travail salarié dans l'entreprise privée lucrative classique, sauf par défaut d'orientation (un commercial chez un concessionnaire automobile, et deux personnes ayant mené leur vie professionnelle comme ouvrier dans l'industrie et dans la partie administrative d'une entreprise privée marchande). Ce sont des personnes « engagées », par leurs propres recherches d'expériences et toujours à l'affût d'alternative. Les revenus s'échelonnent entre 700 euros et une pointe à 3500 euros (la moyenne est plutôt autour des 1400 euros).

Les participants sont âgés entre une vingtaine d'années et une soixantaine d'années, le groupe de départ comprend deux tiers de femmes et deux couples. Parmi ces personnes, je recense différentes situations (salarié, chômeur, retraité, étudiant) et plusieurs situations d'inscription dans la recherche-action (professionnelles, bénévoles, syndicale). Les présences bénévoles sont quasi-intégralement celles des participants que l'on peut situer du côté « pratique internationale ».

Plusieurs participants sont donc parallèlement en fin de diplôme D.E.F.A. et deux autres inscrits à l'université Rennes 2 en troisième cycle (auprès du laboratoire universitaire en sciences de l'éducation qui accompagne la démarche de la recherche-action). Ce groupe comprend donc des niveaux de formation assez hétérogènes : du niveau C.A.P. (sténo dactylo et ajusteur) au niveau doctorat. Je me suis inspirée des travaux de Carré²⁹, qui développe une modèle descriptif des motifs avec deux axes d'orientation motivationnelle (intrinsèque/extrinsèque et vers le contenu ou vers l'apprentissage/ vers la participation) pour travailler sur la mobilisation des participants (à partir de l'expression des attentes au moment du lancement de la démarche de recherche-action). Celle-ci fait apparaître différentes préoccupations parmi lesquelles les orientations « socio-affectives » et « opératoires professionnelles ou personnelles » sont majoritaires. La recherche d'une socialisation politique entre pairs transparait dans les motivations.

²⁸ BARTHÉLÉMY, M. *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Presses de Sciences Po, 2000.

²⁹ CARRÉ, P. « Motivations et formation d'adultes : état de la question » dans *Psychologie de l'éducation*, tome II, numéro 2, 1997, Presses universitaires de Rennes, pp. 227-258.

Au sein du groupe, les relations si elles se veulent horizontales, ne sont pas égales. Certains sont directeurs, bénévoles, salariés ou agents d'Etats (commanditaires). Le pouvoir des initiateurs est aussi important, il exerce une influence sur les autres participants. Les uns et les autres n'ont pas non plus le même sentiment de compétence, dans la prise de parole, dans les ressources intellectuelles, ou en termes d'expérience politique. Or les conditions d'apprentissage en groupe supposent qu'il n'y ait pas trop d'inégalités perçues par les participants.

Ils cherchent le soutien du groupe à ce niveau-là pour pouvoir mettre des mots, dire franchement leur perception. Ils ont aussi en commun une sensibilité à la dimension écologique, un rapport critique aux conséquences des activités humaines sur l'environnement. Ce qui réunit ces acteurs tient particulièrement à une inquiétude sur le sens de son action. Incertitude sur l'efficacité de leur action, doutes sur l'utilité, le bien fondé, les compromis, les acceptations... par rapport au système capitaliste. Envie de ne pas rester seul avec ses questionnements. Ceux d'entre eux, professionnels du social ou de l'éducation populaire, souffrent de la tendance des politiques publiques vers plus de contrôle social, de quantitatif, de marchandisation, et de ses conséquences en termes de perte de sens de leur travail³⁰. Ceux qui se sont reconnus dans l'invitation vivent des désajustements sur le lieu d'exercice militant, professionnel ou bénévole : N.H. dans une fédération d'éducation populaire souffre que la formation devienne un marché, M.B. que l'éducation populaire de son association ne soit pas populaire. Ils cherchent un lieu pour avancer par rapport à ceux-ci. A la source de l'engagement, il y a des désajustements entre ce que la personne attendait dans son parcours, et ce quelle vit réellement. Traïni³¹ a analysé des expériences d'engagement (chasse, pêche, tradition) dans lesquelles il montre que les personnes s'engagent parce qu'il y a opportunité à un moment de résoudre un désajustement. Ces personnes très mal ont vécu un moment de leur parcours dans le milieu rural où ils ont été vus comme des parias, des pollueurs, et cela crée des troubles entre les valeurs qu'ils avaient (fierté de travailler la terre, ...) et cette image que leur renvoie la société. Il fait l'hypothèse qu'une manière de se réparer consiste à militer dans ce mouvement, qui va retisser une position plus acceptable vis-à-vis de ces blessures. Il ne dit pas que cela explique tout l'engagement.

Le public du groupe est justement composé de classes moyennes qui sont dans cette période plutôt un groupe en voie de dégradation³² et en manque de reconnaissance³³ dans un secteur où l'investissement subjectif occupe une place importante.

La composition du groupe a son importance, c'est un groupe déjà orienté, de gauche, avec des références importantes (valeurs de solidarité, d'égalité), qui croit à la démocratie, et est plutôt positionné dans l'éducation alternative. Le terme « réinventer » fait référence implicitement à la recherche d'une nouvelle critique et pratique efficace : s'il fallait réinventer c'est que quelque chose faisait défaut... C'est un groupe de gauche plutôt classes moyennes, soumis au redéploiement du capitalisme, qui se réunit en pleine crise démocratie représentative pour interroger et dépasser la crise de l'efficacité de son militantisme, de sa critique. Une partie du groupe a un conflit de classes au sens où soit elle assume une position d'adaptation à ce redéploiement (dans ce cas elle prend acte de son caractère inéluctable), soit elle cherche les moyens de renouveler sa critique et ses moyens d'action avec l'ambition de transformation sociale. A première vue, l'anticapitalisme serait le noyau autour duquel le groupe se rassemble. Ce qui ne signifie pas que les personnes se soient reconnues

³⁰ CLOT, Y. *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psycho-sociaux*. La Découverte, 2010.

³¹ TRAINI, C. « Les dispositifs de sensibilisation et les jeux d'émotions au cours des mobilisations collectives », communication présentée au *Séminaire général du CRAPE*, IEP de Rennes, le 9 novembre 2007.

³² CHAUVEL, L. *Les classes moyennes à la dérive*. Seuil, 2006.

³³ CUSTOS-LUCIDI, M.-F. « Reconnaître le travail invisible » dans *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 18 juillet, 2003, N°2320, pp. 25-26

entièrement dans l'invitation. Certains ont formulé au fil des rencontres ne pas se reconnaître des parties du texte de lancement. Une ligne de distinction se profile notamment entre ceux pour qui la cause est le capitalisme et ceux pour qui le responsable est l'homme blanc, l'Occident. Pour ces derniers « réinventer l'international » signifie remettre en cause le colonialisme qui demeure actif dans les actions de solidarité internationale, de coopération décentralisée. Un autre facteur d'hétérogénéité concerne le rapport au religieux : certains se disent athées combattifs, d'autres se reconnaissent comme croyants (quelque soit la forme de spiritualité).

Enfin, le groupe peut être caractérisé par son rapport à la politique. Même s'ils ne partagent pas tous un rejet total pour la politique partisane, la plupart ont peu de rapport avec la sphère politique institutionnalisée. Trois participants ont eu des expériences d'engagement dans un parti politique. Plus de participants ont un engagement syndical (principalement dans le syndicat Education Pluralisme Autogestion à la F.S.U., sinon à S.U.D. Culture) ou en ont fait l'expérience. D'autres ont été déçus de leurs expériences militantes associatives (le Larzac par exemple). Les positionnements vont de l'extrême gauche (ex L.C.R.), anarchistes, au Parti Socialiste en passant par le Parti Communiste et les verts. Certains reprochent aux partis de gouvernement de ne pas lutter contre les injustices, ou aux syndicats d'être toujours centrés sur les élections (ne faisant pas fonctionner les partis et les syndicats comme des lieux de réflexion et de construction politiques au sens où ils l'attendent), et estiment être plus influent en étant en dehors des partis.

Ce rejet de la politique électorale dans une partie de la gauche n'est pas nouveau. C'était un thème déjà présent fortement en 68 (ne pas vouloir prendre le pouvoir par exemple, rejet des formes partisans traditionnelles politiques voire syndicales). Le livre de Gaudin nous rappelle que le principe représentatif a connu de manière cyclique des contestations assez radicales. Dès le XIX^{ème} siècle on dénonçait déjà la monopolisation des places par des individus ou familles, en même temps que l'on relevait déjà la fréquence des malversations. Il ressort d'ailleurs d'études réalisées sur la demande de participation dans la ville comme dans l'entreprise des années 1970 qu'elle émanait principalement des classes moyennes (méfiance déclarée à l'encontre des partis politiques)³⁴.

Cette tendance est-elle à mettre en relation avec la lente dégradation des classes moyennes qui fait qu'il y aurait un « trop structurel » ? Les jeunes, fils des anciennes classes moyennes, sont considérés comme surabondants et surdiplômés : « pour les générations âgées de 30 à 40 ans aujourd'hui, tandis que le niveau de diplômes croît, que les origines sociales s'élèvent, et donc que les candidats potentiels à l'entrée des classes moyennes abondent, la moitié des postes au sein des catégories intermédiaires de statut public ont simplement disparu et leur équivalent dans le privé ont connu une croissance trop lente pour absorber l'expansion des candidatures³⁵. Ce décalage n'est nulle part aussi profond que pour ces catégories intermédiaires. Ce phénomène de déclassement et de précarisation n'est pas propre à la France (cf « Welcome to the middle class poverty », un des slogans lancés aux Etats-Unis par le syndicat des freelancers qui parle d'une nouvelle vague de syndicalisation, d'organisation, de mutualisation et de solidarité). Est-ce lié à l'élévation du niveau scolaire et du niveau d'information qui engendre une désacralisation du pouvoir ? « La croyance selon laquelle le sort des citoyens, les affaires de la Cité, la délibération des lois sont mieux assurés par les représentants élus décline au moment où mieux éclairés, mieux instruits, plus libres – ou se représentant comme tels – les citoyens affirment leur capacité à décider par eux-mêmes »³⁶.

³⁴ GAUDIN, J.-P. *La démocratie participative*. Armand Colin, 2007, pp. 12 et 34-35

³⁵ LAZZARATO, M. « Penser le contemporain : Mai 68, la 'critique artiste' et la révolution néolibérale » dans la *Revue Internationale des Livres et des Idées*, N°7, septembre-octobre 2008, p. 30

³⁶ ROUSSEAU, D. (dir.) *La démocratie continue*. L.G.D.J. Bruylant, 1995, p. 8

Ce qui caractérise le rapport à la politique de ce peuple de gauche est d'être orphelin d'un projet de transformation sociale, d'une utopie : « c'est par où à Gauche ? ». Certains nomment la trahison de 1981 comme un tournant, la source de leur désenchantement et rejet de la politique. La plupart se sentent donc impuissants : « l'ennemi est trop fort ». Plusieurs auteurs (Halimi, Corcuff, Le Goff, Mouffe) font le lien entre ce désarroi de la gauche et la déconflictualisation de ses objectifs (perte du rapport adversarial). Pour Boltanski et Chiapello³⁷ ce désarroi est idéologique, et à mettre en rapport avec une crise de la critique désarmée face à l'intégration par le capitalisme de ses propres arguments, notamment dans la période suivant 1968. Ce désarmement étant causé par la décomposition des représentations associées au compromis socio-économique du second esprit du capitalisme. Les dispositifs critiques n'offriraient pour le moment aucune alternative d'envergure (ni modèle d'analyse renouvelé ni nouvelle utopie sociale). Le rejet des grands récits de l'émancipation renvoie vers les luttes des minorités (dans une veine foucauldienne)... que d'autres pourraient appeler « parcellitarisme » des luttes. Pour Corcuff qui fait le même constat au niveau du public des universités populaires cette « gauche mélancolique », une gauche « d'en bas » qui a vécu des désenchantements divers, est critique à l'égard de la gauche institutionnelle et attend un renouvellement. Il s'agit d'une mélancolie ouverte sur l'avenir, et non d'un enfermement dans la nostalgie du passé³⁸, de personnes qui cherchent d'autres modes d'action et de réflexion que les organisations traditionnelles³⁹.

En conclusion, ce monde des participants est composé de personnes qui exercent dans l'entre-deux privé-public, à partir le plus souvent de services publics délégués (social, justice, santé, socio-éducatif, culturel, scolaire...), du champ de l'Education populaire, plus précisément des activités d'animation socio-culturelle et de solidarité internationale. Ce qui réunit ces acteurs tient particulièrement à une inquiétude sur le sens de son action au regard des modalités du capitalisme avancé.

³⁷ BOLTANSKI, L. et CHIAPELLO, E. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard, 1999, p. 27

³⁸ CORCUFF, P. « L'alliance conflictuelle de l'universitaire et du populaire », entretien par LE LAY, S. dans *Agora*. N°44, 2^{ème} trimestre, 2007, INJEP, p. 44.

³⁹ idem, p. 43